XXIIIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Premières réflexions

Jacques Jurquet

Voir pages 4, 5 et 6

Samedi 19 et dimanche 20 mai 1979 – No 1 096

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

La police contre les sidérurgistes

(Photo HR)

Au mois de février 1979 : les sidérurgistes sur le toit du réémetteur du Bois-de-Châ.

Budget 1980

Une note salée

LE gouvernement élabore son budget pour l'année prochaine. D'ores et déjà, tout le monde s'accorde pour dire qu'il s'agit d'un budget sans précédent... tant la note va être salée

Il y a d'abord les recommandations de Barre et du ministre du budget, Papon, aux différents ministères : freiner les dépenses de l'État.

De quoi s'agit-il ?

Cette baisse va concerner essentiellement :

– *Les depenses de fonctionnement* : elles recouvrent les dépenses en matériel, fournitures, chauffage... des administrations.

Cette restriction signifie une dégradation encore plus grande des conditions de travail des fonctionnaires.

– *Les créations d'emploi de la fonction publique* : elles sont évaluées à 15 000, soit une baisse de 6 700 par rapport à 1979. Cela signifie là encore une dégradation des conditions de travail des fonctionnaires qui verront augmenter leur rythme de travail. Mais aussi cela veut dire licenciement des auxiliaires et vacataires. C'est bien d'ailleurs les raisons pour lesquelles des dizaines de milliers de fonctionnaires ont manifesté jeudi dans toute la France.

– *Les investissements publics* : ils seront plafonnés au niveau de 1979. Cela frappe le financement de la création d'infrastructures

Bref, sur tous les points, les travailleurs vont être durement frappés.

A cette restriction des dépenses de l'État, s'ajoute une hausse de l'impôt sur le revenu

On restructure et on licencie pour les plus grands profits des monopoles, on fait mille cadeaux financiers et fiscaux aux monopoles, telle la récente réévaluation des bilans qui va leur permettre de déduire de leurs bénéfices imposables une partie de leurs profits et va diminuer d'autant l'impôt sur les sociétés. Mais, il faut bien trouver l'argent nécessaire pour toute cette mise en œuvre du « redéploiement ». Et cet argent est tout trouvé : dans la poche des travailleurs. On augmente l'impôt sur le revenu et les impôts indirects comme les diverses taxes sur l'alcool, le tabac, etc. Les cadres inférieurs ne sont pas non plus épargnés : au-delà d'une certaine tranche de revenus, on ne tient pas, ou peu, compte de l'inflation.

Les prix vont continuer eux à s'envoler d'autant que les tarifs publics comme ceux de l'EDF-GDF, de la SNCF vont augmenter, conséquence des restrictions des subventions accordées par l'État. Ce budget 1980, c'est la poursuite d'une aggravation considérable des conditions de vie des travailleurs.

Catherine LEMAIRE.

Démocratie télévisée

LA campagne pour les élections européennes connaissait ce jeudi soir un nouvel épisode avec la confrontation télévisée des têtes des quatre grandes listes présentées à ces élections.

Quant aux autres listes ou aux représentants, d'autres points de vue, ils étaient exclus de l'antenne. Les travailleurs que la « dimension européenne », « l'Europe de l'espoir » qu'on leur promet peut laisser un peu sceptiques, au vue des bases sur lesquelles elle se construit (restructurations et licenciements dans toute l'Europe), ont pu avoir une idée de la nature « libérale avancée » qu'elle a déjà et qu'elle aura encore dans le cadre capitaliste où elle s'édifie.

Jean Hedern Allier se faisait éjecter manu militari par les gorilles de la démocratie télévisée et, dans le même temps où il parlait ici d'Europe des 35 heures, du plein emploi et de la démocratie, là, à Longwy, on lançait les CRS contre les sidérurgistes dont Boulin a confirmé le licenciement, et leurs familles, pour lesquelles, Europe ou pas, « l'espoir » est de ce point de vue là des plus limité !

Les protagonistes du débat se sont évertués à se démarquer les uns des autres (exigence électorale oblige) et surtout de la politique gouvernementale pour trois d'entre eux : les électeurs sont aussi les travailleurs qui en subissent les conséquences ! De ce point de vue, Madame Veil fut souvent en difficulté.

Quant à la question de l'indépendance, elle fut beaucoup citée. Mais de la menace qui pèse, particulièrement du côté de l'Est, sur les pays d'Europe, il ne fut pas question !

Pour ce qui nous concerne, nous que la démocratie giscardienne exclut, avec bien d'autres, du débat télévisé, nous continuerons à utiliser toutes les possibilités pour faire connaître notre point de vue. Venez nombreux au meeting du 20.

Gilles CARPENTIER

Europe : solidarité des prolétariats et des peuples

Pour l'unité des luttes anticapitalistes contre le chômage et la répression
Pour l'unité européenne
contre les menaces de guerre des deux superpuissances

MEETING

Dimanche 20 mai à 14h30
Ala mutualité (Salle B)

A l'appel du Parti communiste marxiste-léniniste, du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire.

Mobilisation générale pour sauver notre quotidien

Par Jacques Jurquet et André Druesne

Voir page 3

LONGWY

La police contre les sidérurgistes

Un journaliste de l'AFP gravement blessé par la police

Au cours des violentes agressions policières contre les sidérurgistes de Longwy, un journaliste de l'AFP a eu une jambe brisée par une grenade lacrymogène lancée à « tir tendu ». Il a dû être hospitalisé à Longwy. Un journaliste d'*Europe 1* a été également blessé, quoique plus légèrement.

Notre journal élève une vive protestation contre la violence policière dont les manifestatns de Longwy et les journalistes ont été victimes.

La rédaction et les employés de l'Humanité rouge

DANS la soirée et la nuit de jeudi à vendredi, la police a violemment réprimé les sidérurgistes de Longwy. Alors que ceux-ci, vers 19 heures, étaient appelés par la CGT à se mobiliser pour protester contre le brouillage de *Radio cœur d'acier* (la mobilisation se fait au moyen d'une sirène) et à se rendre au Bois-de-Chá où se trouve le relais de télévision de FR3, les CRS intervenaient.

Après de brèves négociations qui tournaient court, les CRS chargeaient très violemment le bon millier de personnes rassemblées, parmi lesquelles des femmes et des enfants, venues soutenir les sidérurgistes. Les manifestants refluaient vers Longwy. Pendant ce temps, la police bouclait toutes les entrées de la ville(vers Metz, Luxembourg)... et brisait nombre de vitrines à coups de grenades lacrymogènes. De nouveaux renforts de CRS étaient envoyés au début de la nuit. Des heurts se poursuivaient jusqu'à trois heures du matin.

Mercredi, une délégation de la CGT et de la CFDT était intervenue auprès de la direction d'Usinor pour que le brouillage de *Radio cœur d'acier* cesse.

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES (1)

Des injustices à la pelle

Les procès des trente-sept patriotes corses doivent avoir lieu en juin, tout au moins pour la majorité d'entre eux. Les opérations policières n'ont pas cessé : il y a eu quatre arrestations et inculpations en février et mars, puis quatre autres en avril.

Commençons pas informer de certains faits qui se sont produits en avril, ils sont à verser au dossier d'accusation contre le pouvoir. Il est en effet nécessaire de comprendre que la bourgeoisie se sert de la justice comme elle se sert de la police ou de l'armée, au service exclusif de la classe des exploiteurs, à la fois contre les travailleurs et contre les minorités nationales et les peuples colonisés dont elle veut perpétuer l'oppression.

Giscard et son gouvernement de capitalistes affectionnent à se présenter partout comme de fervents défenseurs des droits de l'homme. Il faut dire que Giscard en a une interprétation particulière et qu'il « oublie » systématiquement de balayer devant sa porte. Qu'il commence donc par dissoudre cette juridiction d'exception qu'est la Cour de Sûreté de l'État (nous y reviendrons), qui est unique en son genre dans le monde dit civilisé !

C'est ainsi qu'au nom de cette juridiction s'est passé en avril dernier un fait scandaleux :

Un détenu politique corse a été retenu en « garde à vue » dans les locaux de la direction de la Sécurité du territoire à Paris (DST). Son transfert depuis la prison de Fleury-Mérogis (banlieue parisienne) s'est effectué dans le plus grand secret. Il a fallu l'insistance et l'opiniâtreté de sa mère allant devant le juge d'instruction, jusqu'à la menace d'un scandale, pour que l'on apprenne enfin où il se trouvait.

Voilà une personne *inculpée et détenue depuis* dix mois qui, tout à coup, tombe sous le coup d'une « arrestation »... qui plus est devant la DST ! Il a été interrogé sans l'assistance de quiconque, seul, pendant près d'une semaine.

Voilà un précédent qui est bien grave. En vérité, l'interprétation giscardienne des droits de l'homme, c'est l'oppression et l'agression permanente contre les minorités nationales, tel le peuple corse, ou, comme on l'a vu récemment, contre les réfugiés basques d'Espagne (sans parler de la parodie de procès contre les indépendantistes tahitiens qui se battent contre le colonialisme français).

Cette attaque contre le peuple corse fait partie intégrante de l'attaque de grande envergure lancée par la bourgeoisie contre la classe ouvrière de France, contre les immigrés, etc.

Serge LAFORGE.

(A suivre)

Le PCF et la Charte 77

Derrière les belles phrases sur la «démocratie»

A LA veille du congrès du PCF, trois militants du PCF, animateurs de la revue oppositionnelle *Luttes et débats*, étaient allés à Prague et en avaient rapporté — non sans difficultés (arrestations et fouille de deux d'entre eux) — un message de la Charte 77 au congrès.

Remis aux responsables du congrès et au journal du PCF, l'*Humanité*, ce message n'a pas été pris en considération par les dirigeants du PCF.

Ceux-ci ont en effet choisi leur camp en invitant à leur congrès une délégation du parti tchécoslovaque « normalisé ».

Pourtant, Marchais affirma ensuite que si le message de la Charte 77 lui avait été remis personnellement, alors... il aurait pu en faire état.

Quelle hypocrisie ! Dans une mise au point, six militants oppositionnels du PCF — dont Hélène Parmelin, Daniel Ouaki et Didier Lapostre — rétablissent les faits : *« Notre secrétaire général, Georges Marchais, prétend qu'il aurait reçu la délégation porteuse du message si celle-ci en avait la demande. Nous considérons que le congrès du PCF constitue son instance suprême, c'est à lui et à lui seul que s'adressait la Charte 77. L'Humanité du samedi 12 mai titrait :« Solidaires des peuples en lutte pour leur liberté ». Les faits ont démontré le contraire ».*

FESTIVAL DE CANNES

«Norma Rae» de Martin Ritt

Ouvrière dans une usine de coton

CETTE actrice, c'est Sally Field, héroïne de Norma Rae, le dernier film de Martin Ritt, qui montre la prise de conscience, de nos jours, d'une ouvrière d'une usine de coton au sud des USA. Ce film s'inspire de la vie de plusieurs personnes réelles.

« Je déplore que les films américains consacrés ces derniers temps aux femmes n'aient pas fait un effort pour présenter la condition d'une ouvrière. La plupart avaient pour héroïne des bourgeoises désaxées, légèrement nymphomanes ou névrosées. Dans Norma Rae, j'ai voulu raconter l'histoire d'une femme qui « a quelque chose dans le ventre », d'une femme vulnérable, terre à terre, d'une lutteuse... », dit Martin Ritt, qui a déjà à son actif *Le Prête-nom* avec Woody Allen, film sur la chasse aux communistes aux USA en 1950 à Hollywood.

URSS

Les Tatars de Crimée doivent pouvoir retrouver leurs droits nationaux

Les Tatars de Crimée, l'un des nombreux peuples opprimés de l'URSS, mènent une lutte de plus en plus vigoureuse et de masse pour leurs droits nationaux. Cette lutte a commencé il y a 35 ans, le 18 mai 1944, quand leur république autonome fut supprimée. Elle se heurte actuellement à une forte répression de la part des autorités russes.

EN 1956 et 1967, le gouvernement soviétique a annulé le décret de 1944, mais les Tatars n'ont pas pour autant retrouvé leur patrie et en premier leur pays.

Ils ont envoyé de nombreuses pétitions aux autorités et à des organismes internationaux pour attirer l'attention sur leur sort. Ils ont envoyé des délégations en Crimée pour reprendre possession de leur terre ; mais à chaque fois, ils se sont fait refouler sous le prétexte qu'il n'y avait plus de place... Effectivement, les autorités cherchent au maximum à russifier cette région fertile.

Le 31 janvier 1979, une soixantaine de Tatars ont été se plaindre au siège du Comité central du parti à Moscou — mais ils se sont fait refouler — ce qui est pourtant contraire à la Constiution.

Le 7 février 1979, le militant le plus connu du mouvement tatar, Moustafa Djemilev, a été arrêté. Il avait déjà subi quatre condamnations pénales.

Les Tatars de Crimée ont reçu le soutien des milieux dissidents soviétiques. Le général Grigorenko, expulsé aux USA il y a un an et demi, s'était engagé résolument pour leur cause. Et *le groupe de Moscou pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki* a indiqué nettement dans une déclaration publiée en samizdat : *« Les Tartars de Crimée doivent rentrer en Crimée, que ce soit à l'initiative des organes du gouvernement, ou par les efforts de la population elle-même, ou de toute autre manière, le retour du peuple sur ses terres doit être réalisé ».*

Jean SCHUBERT

Des soldats vietnamiens capturés en territoire thaïlandais

ON savait déjà que les dirigeants vietnamiens étaient passés maîtres dans l'art d'accuser les autres de leurs propres méfaits. Mais les faits viennent souvent démentir les mensonges. C'est ainsi que les violentes accusations du régime pro-vietnamien de Phnom Penh, reprises par Hanoï et Moscou, et selon lesquelles des soldats thaïlandais auraient pénétré au Cambodge, viennent de tomber à l'eau et de se retourner contre leurs auteurs : quatre soldats vietnamiens armés de pied en cap ont été capturés, *en territoire thaïlandais*, par des paysans et des soldats des régions frontalières, sans oublier les raids de représailles vietnamiens dirigés depuis le territoire cambodgien contre des paysans et des patriotes cambodgiens passés en Thaïlande.

Les dirigeants vietnamiens ont 150 000 soldats au Cambodge mais ils prétendent que c'était le Cambodge qui menaçait le Vietnam.

Il ont 50 000 soldats au Laos mais ils prétendent que c'est la Chine qui menace l'indépendance du Laos.

Aujourd'hui, ils prétendent que la Thaïlande menace l'indépendance du Cambodge. En toute logique, on est donc en droit de se demander : à quand l'invasion de la Thaïlande par les forces armées vietnamiennes ?

C. L.

Mobilisation générale pour sauver notre quotidien !

UNE fois encore nous échoie la difficile tâche de vous appeler à la solidarité financière, lecteurs, amis et camarades, pour sauver, oui, sauver notre quotidien l'*Humanité rouge*. Soyons francs et directs. Globalement, vous n'avez pas encore suffisamment répondu aux appels lancés par notre journal, par notre Parti. La souscription est en échec. Au 1er mai 1979, son résultat voisinait les 7 millions de centimes, alors qu'au 1er mai 1978, voilà un an, il atteignait plus de 15 millions de centimes, avec, simultanément, la victoire d'une souscription pour la bataille des élections législatives de mars 1978 s'élevant à 40 millions de centimes. Quelle énorme différence !

Nous sommes au bord d'une défaite sur ce front, alors que nous remportons des succès appréciables partout ailleurs. Nous vous l'affirmons : cette défaite serait de caractère essentiellement politique et comporterait de très graves conséquences.

Pourtant la Conférence nationale sur la presse a largement confirmé :

–1) La nécessité politique du quotidien, arme irremplaçable de nos combats et de toutes les luttes ouvrières et populaires ;

– 2) L'amélioration sensible de son contenu politique et rédactionnel en général ;

– 3) Son maintien à huit pages.

Depuis la tenue de cette instance décidée par le IIIe congrès du Parti communiste marxiste-léniniste, ce contenu, de l'avis de tous nos lecteurs, s'est encore amélioré. Le quotidien s'est transformé en une arme disponible et efficace, utilisée par les travailleurs. Les ventes militantes ponctuelles en ont porté témoignage en plusieurs occasions récentes.

Savez-vous qu'aujourd'hui un nombre appréciable de sections syndicales nous transmettent spontanément leurs informations, reconnaissant ainsi que l'*Humanité rouge* est digne d'être une tribune de leurs luttes ? Un nombre croissant de militants syndicalistes et politiques lisent notre journal. Un seul exemple parmi d'autres : au congrès de la CFDT, où chaque jour l'*Humanité rouge* était vendue, cette vente est allée jusqu'à dépasser 80 exemplaires, approchant de près le chiffre de vente de l'*Humanité* qui se tenait à 100.

Si nous ne supposions pas que l'énormité des tâches assumées par ailleurs et quelquefois la négligence sont à l'origine de l'absence de prise en main de la bataille financière (sauf quelques exceptions), nous n'aurions plus qu'à nous résigner. Nous consacrerions notre échec en décidant de suspendre la parution du quotidien.

Alors que justement, en cette période, le XXIIIe congrès du Parti communiste français a décidé d'intensifier les efforts de diffusion du quotidien l'*Humanité* pour conserver et même renforcer dans les masses ouvrières et populaires l'influence des idées correspondant à sa stratégie révisionniste moderne.

Il faut que vous sachiez que ce mois-ci, nos camarades rédacteurs et ouvriers de l'imprimerie n'ont reçu la totalité de leur très modeste salaire qu'avec un retard important. Ils cherchent toutes les possibilités de rogner nos dépenses. Ils essaient de trouver quelques clients nouveaux pour l'imprimerie... des clients qui paient !! Et nous multiplions les démarches pour obtenir le remboursement de TVA auquel nous avons droit, mais qu'on ne s'empresse pas de nous régler, soit 7 millions et demi de centimes.

Au nom du comité central de notre parti, nous, Jacques et André, nous n'acceptons pas cette défaite. Nous nous adressons à vous tous, lecteurs, amis et camarades, pour que vous envoyiez d'urgence toutes les sommes que vous avez déjà recueillies, pour que vous accélériez vos propres versements.

Si vous désirez d'autres précisions ou si vous jugez opportunes et constructives certaines critiques, écrivez-nous ! Mais n'attendez pas pour sauver l'*Humanité rouge* quotidienne. Il est impérieux et urgent de faire démarrer vite et fort la souscription ! C'est la condition de la survie du quotidien.

Un autre moyen de recevoir de l'argent frais consiste à collecter davantage d'abonnements. Et c'est un moyen qui a l'avantage d'être plus directement efficace au point de vue politique. Ne le négligez pas !

Tous sur le pont, camarades, pour impulser et mener cette nouvelle bataille politique ! Après les succès positifs des rassemblements de Dunkerque, Denain, Fameck, une défaite, une déroute financière serait en contradiction avec les progrès de notre parti en direction de la classe ouvrière et des masses populaires !

Toutes autres affaires cessantes, la tâche la plus urgente, au cours des jours et des semaines qui viennent, sera la bataille pour réunir 40 millions de centimes au plus tard le 30 juin prochain. Mettez cette question immédiatement à l'ordre du jour de votre prochaine réunion de cellule. Cette directive publique, passant dans notre quotidien, démontre justement son importance et son caractère *« d'organisateur collectif »*, comme le voulait Lénine lui-même.

Non, l'*Humanité rouge* quotidienne, organe central du Parti communiste marxiste-léniniste, tribune au service des luttes de la classe ouvrière, des petits paysans et de tous les travailleurs intellectuels et manuels, ne disparaitra pas !

Lecteur, amis et camarades, une fois de plus, nous plaçons en vous notre confiance, notre certitude de victoire !

Jacques Jurquet
Secrétaire général du PCML,
directeur politique
de L'Humanité Rouge

André Druesne
Secrétaire du Comité Central
du PCML,
directeur de publication
de L'Humanité Rouge

XXIIIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Premières réflexions

Jacques Jurquet

POURQUOI notre parti communiste, fidèle aux principes théoriques et aux enseignements pratiques du marxisme-léninisme, s'intéresse-t-il en permanence à la ligne idéologique et politique du Parti communiste français ?

Parce que depuis de nombreuses années, les dirigeants de ce parti ont délibérément rejeté les acquis fondamentaux du socialisme scientifique. En révisant la théorie de Marx et Lénine sur l'État, grâce à une falsification du concept de la « *dictature du prolétariat* » et en proclamant que le passage au socialisme par la voie révolutionnaire n'est plus de mise, pour lui substituer la voie pacifique d'essence presque exclusivement électoraliste, Maurice Thorez et ses successeurs, dont Georges Marchais, ont fait du Parti communiste, jadis révolutionnaire prolétarien, un parti révisionniste « *moderne* ». Un parti dont les positions et les activités ressemblent souvent à celles des partis sociaux-démocrates de la IIe Internationale (partis révisionnistes « *anciens* » qui ne se proclamaient « *marxistes* » que pour mieux renier et combattre le marxisme).

Mais, phénomène parfaitement comparable à celui qui prévalut dans le mouvement ouvrier des années 1880 jusqu'en 1917, c'est-à-dire pendant plus de trente ans, le Parti communiste français conserve une influence importante, quoique nullement hégémonique, sur la classe ouvrière de notre pays et sur une partie des masses populaires. Cette influence tient au passé de luttes et de succès du Parti communiste français, à la qualité de militants ouvriers et syndicalistes qui en sont adhérents encore aujourd'hui. Par ailleurs, les dirigeants du PCF bénéficient, notamment par les mass-media, d'une mise en valeur de fait, sinon délibérée qui contribue à perpétuer l'image d'un parti défenseur des intérêts de la classe ouvrière.

Par certains traits caractéristiques de son action, sur tous les plans, notre Parti communiste marxiste-léniniste peut rappeler les luttes historiques difficiles menées dès les premières années du XXe siècle sous la direction de ceux qui allaient devenir les bolcheviks, à une époque où, tant en Russie que dans toute l'Europe, les partis sociaux-démocrates conservaient prestige et influence très majoritaires sur l'ensemble des travailleurs.

Le mot d'ordre lancé par le Congrès constitutif de notre parti, en décembre 1967, demeure actuel : « *Il faut arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne* ». Il s'agit d'une lutte historique prolongée, qui doit prendre appui en toutes circonstances sur la masse des ouvriers et travailleurs, membres ou non du Parti communiste français.

Il importe d'apporter à ces derniers, lors de discussions fraternelles, dans l'action contre le patronat et Giscard-Barre, des faits, des arguments qui les portent à réfléchir sur la ligne de leur parti, ligne qui ne permet pas de réaliser leurs aspirations et se trouve en contradiction avec leurs intérêts de classe.

C'est dire l'importance que revêtent pour notre parti l'étude et l'analyse de la ligne issue des congrès successifs du Parti communiste français. Ce dernier vient de réunir son 23e congrès à Saint-Ouen, du 9 au 13 mai 1979. Son secrétaire général, Georges Marchais, a présenté un long rapport et, sous le titre « *L'avenir commence maintenant* », une résolution politique a été adoptée par le congrès. Cette dernière, marquée par quelques modifications nullement fondamentales par rapport au discours d'ouverture, constitue la « nouvelle » ligne du Parti communiste français, qu'il nous est nécessaire d'étudier de manière critique en la passant au crible des principes et enseignements du marxisme et du léninisme.

Avant d'entrer dans son examen détaillé, soulignons d'emblée que cette ligne n'a, en réalité, rien de bien nouveau, mais consacre l'actualisation de la ligne progressivement élaborée par la direction du Parti communiste français depuis une bonne vingtaine d'années.

Le 23e congrès conserve au PCF sa ligne stratégique révisionniste, en rupture avec le marxisme et le léninisme, mais décide un changement tactique en ce qui concerne la pratique de l'unité avec l'autre parti se réclamant du mouvement ouvrier, le Parti socialiste.

Précisons encore, s'il en est besoin, que nos critiques à la ligne du Parti communiste français n'ont rien à voir, ni de près ni de loin, avec les attaques lancées de tous bords par les politiciens et plumitifs de la bourgeoisie réactionnaire et de « gauche ». Ces attaques sont fondées sur des positions de classe antagoniques avec toute formation politique regroupant des forces ouvrières et, disons-le, même si nous estimons que la politique du PCF ne le justifie nullement, sur une idéologie avant tout anticommuniste. Nos critiques se fondent, au contraire, sur l'idéologie révolutionnaire des communistes restés fidèles au marxisme et au léninisme. Leur fondement est donc à l'opposé des attaques lancées par la bourgeoisie et ses différents courants.

Prenez la résolution adoptée par le 23e congrès ; nous allons l'étudier en suivant son plan, et en nous référant à son texte publié dans *L'Humanité* du 15 mai 1979, sans nous appesantir sur nos désaccords de détail.

Ne nous arrêtons pas au « chapeau » qui n'est qu'un résumé, court mais complet, de tout ce qui suit. Allons donc d'emblée à l'ensemble du texte, en commençant par ce vaste chapître qui a pour titre « *La voie du déclin de la France* ». Pour nous, il eût été bien plus conforme à la réalité de notre temps d'évoquer le « *déclin du capitalisme en France* », sans pour autant nous bercer d'illusions sur la rapidité ou la spontanéité de ce phénomène. Mais le titre de la résolution du 23e congrès du PCF recouvre bien une analyse différente de la nôtre, une analyse comportant 20 % d'appréciations qui nous semblent correctes, 40 % d'interprétations erronnées et tendancieuses, 40 % d'affirmations totalement contraires à la réalité.

Voyons donc, paragraphe par paragraphe.

LA CRISE DE LA SOCIETE FRANÇAISE

Une crise globale

IL suffit de se reporter au rapport politique présenté devant le IIIe congrès de notre propre parti pour se rendre compte que sur la description de la crise en France, il n'y a entre ce passage de la résolution du PCF et notre point de vue aucune différence importante. Nous considérons la crise comme générale, économique, sociale, culturelle, morale et bien entendu politique.

Une petite phrase cependant recouvre une analyse divergente aux conséquences pratiques à ne pas sous-estimer. « *L'agriculture est poussée sur la voie du déclin* ». Nous pensons que la loi-cadre qui va être appliquée à l'agriculture n'a nullement pour objet de la « *pousser au déclin* » mais bien au contraire d'assurer, grâce aux expropriations et à la concentration agraire, la productivité et le profit maxima dans l'intérêt des firmes agro-alimentaires, du Crédit agricole et des gros agrariens. Si le texte du PCF entend souligner que le pouvoir veut réduire la population paysanne de notre pays de 12 % actuellement à 5 % de la population active, en réduisant à la misère tous les petits paysans et prgressivement la plus grande partie des moyens paysans, il n'y a pas de différence avec notre propre analyse. Mais alors sa formule n'est pas explicite.

Les rapports entre crise et luttes

ICI, à partir d'éléments non contestables comme ceux caractérisant la crise, commence une interprétation parfaitement discutable, sinon totalement fausse, qui a pour objet de justifier les initiatives opportunistes des dirigeants du Parti communiste français. Suivez leur raisonnement : la crise a provoqué la volonté de changement, et c'est pour répondre à cette dernière qu'en 1972, après dix ans de lutte, le PCF a signé le Programme commun de gouvernement de la gauche.

Ne s'agit-il pas là d'une première tentative des dirigeants du PCF pour se soustraire à leurs responsabilités historiques ? Cela ne revient-il pas à proclamer : « *Nous avons été amenés par la crise à la signature du Programme commun avec Mitterrand et à ses néfastes conséquences ultérieures, nous avons cru bien faire et n'avons donc aucune responsabilité !* ».

Mais le plus grave, le plus injuste, suit immédiatement, en totale contradiction avec l'affirmation précédente (nullement fausse d'ailleurs) que la crise engendre « *une volonté de changement* ». Cette « volonté » ne conduirait les masses « *ni à la conscience des conditions du changement* », ni « *à la lutte pour réaliser ces conditions* ». Et grâce à cette interprétation plus qu'excessive, les dirigeants du PCF rejettent allégrement la responsabilité de leur échec de mars 1978 sur le fait que « *le mouvement populaire n'a pu surmonter les obstacles dressés devant son développement par la droite et le Parti socialiste...* ».

A quoi servent donc les dirigeants dans ce cas ? N'était-ce pas leur fonction même que d'analyser à temps la situation, de partir des réalités et de définir une tactique de lutte plus efficace ? Et si cette tactique n'aboutissait pas au succès, ne convenait-il pas, au lieu de rendre les masses responsables de l'échec, d'approfondir une autocritique sincère, modeste et acceptable, au moins, par leurs militants de base ? Certes nous verrons que plus loin, dans sa deuxième partie, la résolution revient sur cette question. Mais nous ne découvrirons pas davantage d'autocritique, et cette fois, les boucs émissaires seront à 100 % les dirigeants et le Parti socialiste. Nous y reviendrons alors de façon plus approfondie.

LA CRISE DES PAYS CAPITALISTES ET L'EVOLUTION DU MONDE

Une crise internationale

L'ANALYSE présentée dans ce paragraphe ne présente pas d'affirmations avec lesquelles nous ayons des contradictions fondamentalement ou seulement secondaires. Notons que le PCF aborde ici des questions pertinentes soulevées depuis des années par les écologistes, comme par nous-mêmes, tant sur les « *rapports de l'homme avec la nature* » que sur « *l'inégalité criante... des couches privilégiées dominant les pays capitalistes développés et la situation faite aux peuples des pays sous-développés où des centaines de millions d'êtres humains ne mangent pas à leur faim* ».

Le rapport des forces mondiales

C'EST dans ce paragraphe qu'outre une analyse assez figée, nullement dialectique, de la situation internationale, on découvre des contre-vérités flagrantes. Après avoir énuméré les résultats positifs acquis dans les pays socialistes, en omettant soigneusement de distinguer la période durant laquelle le contenu de leur politique et de leurs Etats restaient effectivement socialistes et la période de restauration capitaliste monopoliste d'État intervenue depuis 1956, la résolution les crédite, sans explications sérieuses, de « *trente quatres années sans guerre mondiale* ». Si ce crédit semble parfaitement légitime pour la période authentiquement socialiste de ces pays, n'est-il pas mystificateur de l'inscrire à l'actif de l'URSS actuelle ? En vérité d'ailleurs, les rédacteurs de la résolution ont bien discerné cet écueil et se sont gardés de citer ici le nom de la superpuissance qui a attisé la guerre,depuis ces dernières années, en Afrique d'abord, puis en Asie. Quant à la « *guerre mondiale* », quel curieux socialisme scientifique que celui qui feint d'ignorer sa nature de solution violente apportée à toute crise interne du capitalisme dont le développement comporte de longues phases pacifiques.

La formulation du PCF est grosse de confusions car elle aboutit à théoriser l'idée que la simple existence de pays socialistes suffit pour empêcher les capitalistes de recourir à la guerre. Illusion dangereuse et démobilisatrice qui satisfera à coup sûr tous les pacifistes bélants qui ne font d'autres analyses que celles imaginées par leur idéalisme. Illusion qui entretiendra activement la farce de la détente et l'esprit de conciliation munichois.

Puis sont abordés les « *problèmes internes* » des « *pays socialistes* ». La résolution recourt alors à des mensonges explicites doublés d'un mensonge par omission. Condamnant « *l'agression injustifiable de la Chine contre le Vietnam* », le XXIIIe congrès proclame sans vergogne : « *Cette agression s'est heurtée à la plus large condamnation, aux réalités internationales et les dirigeants chinois ont dû la faire cesser* ». Voilà presque autant de contre-vérités que de mots !

« *Injustifiable* » l'action militaire chinoise ayant pour seule et exclusive raison de riposter aux incursions militaires incessantes en territoires chinois des forces armées vietnamiennes, à leurs agressions meurtrières contre les populations civiles chinoises (plus de 300 morts et blessés au cours des six derniers mois à l'occasion de 700 provocations armées), sans parler des persécutions racistes systématiques contre les populations vietnamiennes d'origine chinoise (160 000 personnes expulsées du Vietnam en Chine jusqu'en décembre 1978, et sans doute aujourd'hui près de 200 000).

De quelles « *réalités internationales* » ont eu donc à souffrir les camarades chinois en cette circonstance ; ils ont bénéficié d'une large compréhension des peuples et de nombreux États inquiets de la politique expansionniste vietnamo-soviétique en Asie. Dès le déclenchement de l'opération, le gouvernement chinois avait annoncé officiellement au monde entier qu'elle serait limitée et dans le temps et dans l'espace (déclaration officielle publiée le 17 février 1979). Pourquoi la ligne du PCF proclame-t-elle, contre toute évidence facile à établir, que les dirigeants chinois se seraient trouvés contraints de cesser une opération dont ils avaient bel et bien annoncé la cessation dès le premier jour ? Pourquoi le PCF passe-t-il sous silence l'existence de sept rampes de lancement de missiles soviétiques édifiées en territoire vietnamien près de la frontière chinoise, ainsi que l'utilisation militaire de ports vietnamiens par les forces navales soviétiques, comme par exemple l'ancienne base de Cam-Ranh, construite par les impérialistes américains ? Pourquoi le PCF déforme-t-il la vérité au sujet du retrait délibéré des troupes chinoises, une fois atteints leurs objectifs ? N'y-a-t-il pas une réelle outrecuidance à énoncer, à partir d'interprétations contraires à la vérité, qu'une « paix durable » établie par la négociation entre les pays concernés doit « *régir les rapports entre pays socialistes : l'indépendance, la non-ingérence, le non-recours à la force, l'égalité des droits, l'amitié, la solidarité* ». Alors qu'il s'agit précisément de principes violés par les dirigeants vietnamiens et soviétiques, mais au respect desquels n'ont jamais cessé d'appeler les dirigeants chinois ?

Ici, intervient le mensonge par omission. La résolution du XXIIIe congrès ne souffle pas le moindre mot au sujet du Kampuchea, alors que se poursuit dans ce pays et l'occupation militaire vietnamienne et la guerre de résistance populaire dirigée par le gouvernement légitime que s'étaient donnés les patriotes kampuchéens en remportant l'historique victoire militaire du 17 avril 1975 sur les agresseurs américains et leurs fantoches.

En réalité, par son silence, la résolution marque sur ce point précis un recul par rapport au discours d'ouverture de Georges Marchais, dans lequel étaient lancées contre le gouvernement et l'État du Kampuchea démocratique les mêmes accusations que celles savamment diffusées dans l'opinion publique mondiale par les services de propagande de la CIA et des gouvernements capitalistes occidentaux. On sait qu'entre le premier jour du congrès et sa clôture, la mauvaise foi vietnamienne a subi un grave revers dans le mouvement des pays non-alignés qui a refusé, par quatre-vingt une voix contre six, de reconnaitre le pseudo-gouvernement fantoche de Phnom Penh, constitué de marionnettes manipulées par les dirigeants de Hanoï.

Mais allons plus loin pour discuter avec les camarades communistes de base. Quel jugement portent-ils sur les véhémentes protestations et ingérences dans les affaires intérieures d'autres pays, soulevées du côté soviétique par les pacifiques visites d'amitié effectuées en 1978 en Roumanie et en Yougoslavie par le chef de gouvernement de la République populaire de Chine, le président Hua Guofeng ? Et, comparativement, que pensent-ils des initiatives expansionnistes vietnamo-soviétiques au Kampuchea et sur la frontière chinoise ? Dans le premier cas, le président chinois œuvrait pour la paix et l'amitié ; dans le second cas, les forces militaires soviétiques et vietnamiennes recourent à la guerre, occupent un pays souverain, menacent directement la sécurité de la Chine sur son flanc sud. La position du XXIIIe congrès sur le Sud-Est asiatique ne pourra tenir qu'en s'appuyant sur des contre-vérités et nous sommes convaincus qu'en définitive, comme pour le Programme commun, les militants de base finiront par découvrir la vérité. Et nous les y aiderons de toutes nos forces.

La suite de ce paragraphe présente ensuite une analyse des forces internationales en présence qui ne se fonde en aucune manière sur la réalité des multiples contradictions du monde actuel. C'est une analyse simpliste qui expose unilatéralement certains faits réels mais ne procède pas à une étude approfondie comme celles que pratiquaient en toutes circonstances Lénine ou Mao Zedong. D'un côté, il y a les « pays socialistes », les classes ouvrières et les peuples des pays capitalistes, le mouvement de libération nationale qui représentent « *les forces de libération sociale, nationale et humaine* » (sous réserve de juste caractérisation des « pays socialistes », cette généralisation n'est pas erronée).

De l'autre côté, il y a les « *capitalistes* ». Cette analyse ne va vraiment pas loin et n'autorise pas un examen tactique sérieux des formes et initiatives de luttes allant dans le sens de la Révolution mondiale. C'est en lisant et étudiant ce passage que l'on peut discerner la supériorité remarquable d'une analyse de classe mondiale, développée grâce à la méthode du matérialisme dialectique, comme celles anciennes de Lénine ou récente de Mao-Zedong (la théorie des trois mondes).

Il est bien évident que la divergence fondamentale avec notre propre analyse que présente la ligne du PCF se trouve fondée sur le fait que, pour ce dernier, l'Union soviétique est encore et toujours un pays socialiste, alors que nous savons que tel n'est plus le cas. La politique intérieure comme étrangère des dirigeants soviétiques s'est caractérisée depuis des années par son double caractère social-fasciste et social-impérialiste.

Aux camarades communistes de base honnêtes et sincères mais encore porteurs d'illusions à ce sujet, notre parti doit apporter le maximum d'explications et d'arguments susceptibles de les éclairer et de les convaincre.

La contre offensive de l'impérialisme

La course aux armements

DANS ce passage se trouve totalement éludé le fait que l'Union soviétique participe activement à la course aux armements, tout comme les États-Unis. S'il s'agissait de défendre le socialisme, nous n'y verrions qu'un phénomène légitime. Mais les agressions multiples, les entreprises hégémoniques de l'URSS contre nombre de pays attestent du contraire (Erythrée, Afghanistan, Yemen du Nord et Yemen du Sud, Angola, Sud-Est asiatique, etc.) Au surplus, le fait que l'URSS soit devenue l'un des deux plus grands marchands d'armements au monde ne milite pas dans le sens de son prétendu soutien à la juste cause de la libération nationale anti-impérialiste.

Comment, en effet, les camarades communistes peuvent-ils juger le fait que des peuples poussés à s'entretuer (Ethiopie, Somalie, Erythrée par exemple) soient tous détenteurs d'armements soviétiques vendus à eux par l'Union soviétique ? Est-ce là une contribution aux luttes anti-impérialistes ?

L'action des multinationales

L'ANALYSE du PCF est encore ici unilatérale. Il n'est pas question, en effet, de nier l'existence, les activités et l'importance des « *multinationales* ». Mais il est indispensable de discerner qu'elles n'empêchent nullement le développement des contradictions entre capitalistes monopolistes liés à des impérialismes rivaux : monopoles des pays capitalistes occidentaux concurrents au sein même de l'Europe d'une part, et concurrents avec l'impérialisme américain d'autre part. C'est l'absence de cet élément dialectique des luttes que se livrent les monopoles capitalistes qui va fonder toute la ligne du PCF sur le plan international et surtout, en cette période d'élections, sur l'unité européenne.

La relance de l'atlantisme

EN effet le paragraphe suivant falsifie la réalité historique et la réalité immédiate. D'une part, il n'est pas du tout nouveau que les chefs d'État capitalistes se rencontrent et se consultent pour passer des accords et coordonner leurs activités politiques sous le double signe de l'alliance et de la lutte correspondant aux intérêts respectifs des bourgeoisies capitalistes dont ils sont les représentants.

Suite en page 6

Suite de la page 5

D'autre part, pour ce qui concerne la « *solidarité atlantique* », il convient de rappeler que les gouvernants français, y compris De Gaulle, ne l'ont jamais remise en cause.

Enfin, la référence à « *l'intégration européenne sous la direction de la République fédérale d'Allemagne... approuvée et encouragée par les États-Unis* » est encore une affirmation unilatérale. S'il est exact, en effet, que tout impérialisme poursuit l'objectif de dominer les autres impérialismes et qu'entre autres, les États-Unis, superpuissance, comme l'Allemagne fédérale, nourrissent de tels buts, il est tout aussi vrai que les autres impérialismes ne sont pas prêts à se laisser dominer sans résistance acharnée. De multiples faits en attestent depuis des années : les rivalités entre les États-Unis et la France sont nombreuses, depuis la livraison de piles atomiques au Pakistan ou les « marchés du siècle » dans l'aéronautique jusqu'aux péripéties connues concernant l'atterrissage du Concorde sur les aéroports américains, etc.

La guerre idéologique

LES constatations ici rapportées ne sont pas erronées, mais une fois encore limitées aux seuls pays capitalistes occidentaux, la superpuissance américaine étant particulièrement concernée. La réalité et la vérité seraient respectées si l'énorme appareil de guerre idéologique utilisé par le social-impérialisme soviétique était également dénoncé.

C'est si vrai que le paragraphe suivant « *Les ingérences politiques* » où sont évoqués les agissement hypocrites des capitalistes invoquant « *les droits de l'homme* », aurait le poids décisif de la vérité s'il reconnaissait et condamnait aussi les crimes et méfaits du social-impérialisme soviétique et de ses divers mercenaires dans le monde.

Le rôle de l'Internationale socialiste

QUE ces lignes n'aient pas été publiées en temps opportun par le PCF témoigne du caractère opportuniste de droite de sa ligne idéologique et politique. Elles comportent d'ailleurs quelques astuces destinées à faire passer le refus d'autocritique de Marchais et des autres dirigeants du Parti communiste français. Le 23e congrès ne fait remonter qu'à 1974-1975 le point de départ de « *l'évolution* » de l'Internationale socialiste, la conduisant à « *participer activement à la stratégie de contre-offensive des forces du capital* ». Comme si cette « *Internationale* » de « *gérants loyaux* » du capitalisme avait un temps défendu d'autres intérêts de classe que ceux des bourgeoisies capitalistes ! Voilà longtemps, dès avant la naissance du XXe siècle, que telle fut la ligne des socialistes, au point qu'en 1914, chaque parti social-démocrate se rua dans la collaboration de classe avec son État bourgeois impérialiste et belliciste respectif ! La seconde astuce consiste à attribuer un rôle dirigeant et prépondérant au parti social-démocrate d'Allemagne permettant d'expliquer le « *virage à droite* » du Parti socialiste, dirigé par Mitterrand. Il s'agit-là de dédouaner de leur opportunisme les dirigeants du Parti communiste français en laissant croire qu'avant 1974 le PS avait des positions justifiant la recherche opiniâtre de l'unité d'action avec lui pendant plus de dix ans !

Ce sont là des manipulations de la vérité historique destinées à camoufler la grave révision actuelle (et depuis 1956-1960) des principes de Lénine qui conduisirent à la fondation de la IIIe Internationale en 1919 et à la naissance du Parti communiste français en 1920.

Mais nous allons encore revenir plus loin sur la question de l'union des communistes et des socialistes.

A suivre

CARAVANES LE CARDINAL

Après 7 mois d'occupation, c'est la victoire !

L'entreprise redémarre

Une entreprise qui redémarre après 7 mois d'occupation, c'est rare. Surtout une entreprise moyenne où la syndicalisation était faible. Et par là, elle prend un peu de valeur d'exemple dans une région où les grosses entreprises sont peu nombreuses, la classe ouvrière dispersée et où la restructuration capitaliste bat son plein.

Les militants niçois du PCML qui ont suivi avec symphatie, semaine après semaine, la lutte des travailleurs de Cardinal et qui l'ont soutenue de toutes leurs modestes forces, sont heureux de saluer cette victoire.

Le 8 mars, au côté de ceux de la SCOM et du Palais, ils bloquent durant une heure le départ du Mistral en gare de Nice. Sur les flancs de la locomotive en lettres rouges : « Solidarité avec la Lorraine », « SCOM-Palais-Cardinal avec les sidérurgistes ». C'était le lendemain de l'agression policière contre les sidérurgistes à Denain (Phot PCA)

Depuis le 13 octobre, les travailleurs de Cardinal luttent contre le chômage et pour le redémarrage de leur entreprise. Rien a priori ne laissait penser que cette entreprise de caravanes de 204 salariés, taille moyenne pour la région, allait fermer ses portes : Cardinal était une marque qui avait fait sa place sur le marché de la caravane.

A l'origine de la fermeture, un trou de deux milliards de centimes dont trois cent vingts millions dûs à l'URSSAF, le plus gros créancier (part patronale de la Sécurité sociale) !

Dès lors, conscients qu'ils entamaient une lutte de longue haleine, les travailleurs se sont installés dans l'occupation : jour et nuit, les équipes se succèdent.

L'occupation est, ici, un symbole et un drapeau plus qu'une garantie que prennent les travailleurs lorsqu'ils se saisissent des moyens de production. En effet, au Cardinal, il n'y a pas de machines sophistiquées, l'outillage est rudimentaire. Pour la production, ce qui compte, ce sont les mains et l'expérience de l'ouvrier.

— *Un symbole* parce que, face aux pouvoirs publics et à l'opinion, les travailleurs peuvent crier : « *Voilà, nous sommes deux cents ouvriers connaissant leur travail, nous avons les locaux, une marque sur le marché... Vous pouvez et vous devez nous permettre de repartir* ». C'est le symbole de l'absurdité du système capitaliste : alors que les conditions d'un redémarrage de la production sont logiquement réunies, elle est impossible.

— *Un drapeau*, parce que l'occupation va rassembler les travailleurs autour de l'entreprise sur le lieu de travail. L'occupation les a unis dans une lutte commune, dans la conviction que, pour la centaine de travailleurs encore en lutte, six mois après, il n'y a qu'un destin commun.

Il faut dire que sceller cette unité n'était pas chose facile a priori ; le patron s'entendait à créer la division entre les travailleurs : il avait institué un système de primes par équipes qui augmentaient la concurrence entre les travailleurs. Ainsi, tel travailleur d'une équipe qui ne voulait (ou ne pouvait) pas faire le rendement, pénalisait toute l'équipe. Soit, il était obligé de le faire sous la pression des autres, soit, il ne le faisait pas et les autres étaient obligés de travailler plus pour ne pas perdre la prime. Cela, on le concoit, divisait profondément les ouvriers.

Le patron savait également acheter certaines personnes par des postes de chefs, ainsi tel délégué CFDT actif pendant la grève de 1972.

Tous ces facteurs avaient une conséquence, les travailleurs n'avaient pas confiance en eux, dans leurs camarades, dans leur force collective et la syndicalisation restait faible.

BRISER L'ARBITRAIRE PATRONAL

Dans l'esprit de la majorité des travailleurs du Cardinal, le responsable de leur chômage est leur patron.

D'où la volonté d'exercer un contrôle collectif rigoureux sur le marché de l'entreprise et surtout sur son organisation interne, sa politique vis-à-vis des travailleurs. Et, c'est une volonté légitime. Parce qu'ils ont subi les bas salaires, l'arbitraire, un cloisonnement de travail, tels que personne ne savait comment se fabriquait une caravane... Au moment de faire repartir l'entreprise, les travailleurs ont voulu poser des bornes, se donner des garanties pour avoir un droit de regard sur le marché de l'entreprise.

Mercredi 18 avril, le matin même les travailleurs de l'imprimerie Meyerbeer ont été expulsés par la police. Les travailleurs des entreprises en lutte pour l'emploi barrent l'avenue Jean Médecin (la principale artère de Nice) à hauteur des bureaux de Nice Matin *(Photo PCA)*

Les avis sont partagés dans l'entreprise : certains se voient leurs propres maitres, d'autres voient la possibilité d'influer sur l'entreprise en faveur des travailleurs, d'autres, enfin, seraient simplement satisfaits de retrouver un travail.

QU'EST-CE QU'ONT FAIT LES TRAVAILLEURS ?

Au-delà de ces différences, le personnel de l'entreprise se constitue en bloc en une association loi 1901 qui détient 50 % du capital de la nouvelle société. Ce capital que, naturellement, les travailleurs ne peuvent avancer individuellement proviendrait de différents organismes publics : le bureau d'industrialisation des Alpes-Maritimes, le conseil général, la municipalité de Nice ont promis d'y pourvoir mais promis seulement. Les autres 50 % seraient constitués par une entreprise du Loir-et-Cher fabriquant, elle aussi, des caravanes, la Sofhami, qui rachèterait l'actif de l'entreprise.

Un conseil de surveillance est institué, composé paritairement de représentants du personnel et de la Sofhami, tandis que la direction échoit à des ouvriers de l'entreprise.

Pour la Sofhami, ce n'est pas une opération de bienfaisance, mais une association commerciale importante. En effet, Cardinal permet à la Sofhami de compléter sa gamme de caravanes et surtout de constituer un réseau de 60 concessionnaires, soit l'équivalent de la Digue (sur le marché de la caravane).

Ce plan s'est heurté à plusieurs obstacles : pour preuve, il était formulé et la Sofhami s'affirmait intéressée dès novembre 1978.

Ainsi, le patron « déchu » multipliait les interventions en sous-main pour saboter les négociations, déversait sur les travailleurs des calomnies, les présentaient, eux qui aspirent à vivre de leur travail, comme de « dangereux agitateurs » ou comme des fainéants.

Aujourd'hui, le plan se met en place. Le soutien des entreprises en lutte pour l'emploi (SCOM, Palais de la Méditerranée, imprimerie Meyerber) a grandement aidé ceux de Cardinal à tenir sept mois.

UN EXEMPLE ?

Chaque fois que les travailleurs gagnent, on est bien sûr d'avoir tenté d'y voir un exemple applicable, du moins pour des entreprises identiques. Mais il faut y regarder de plus près.

Une illusion est assurément présente, c'est qu'il puisse exister une entreprise gérée par les travailleurs, satisfaisant leurs besoins dans ce système, surtout dans cette période de crise où la concurrence entre les firmes devient sauvage.

Sur le plan économique, le redémarrage de Cardinal correspond à une concentration de cette branche d'industries : l'association Cardinal-Sofhami se hissant au niveau des groupes importants de la caravane.

Cette nouvelle entreprise sera soumise aux lois de la concurrence capitaliste et son statut, un peu particulier, ne la mettra pas à l'abri. La faillite de la Copima, coopérative ouvrière qui avait pris la suite de l'imprimerie Mathieu, montre les limites d'une gestion de ce type.

Alors ?

Tous les acquis, toutes les victoires sont provisoires en système capitaliste. Il convient donc de les défendre et l'unité réalisée pendant ces sept mois constituent une bonne base pour les luttes à venir. Cette unité s'est concrétisée par l'adhésion à la CGT de 40 % des occupants.

Une leçon que les travailleurs tirent de leur expérience : c'est *le droit à l'occupation* qu'ils entendent voir institutionnaliser pour des entreprises dans leur cas. Droit légitime qu'ils opposent à l'arbitraire patronal.

Saluons donc la lutte et l'espoir des travailleurs de Cardinal.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

UNIVERSITE DE HAUTE-BRETAGNE (RENNES)

Une première affiche sur la restriction de l'enseignement des langues vivantes

Rennes, correspondance

VOICI le texte d'une affiche mise au restaurant universitaire Villejean et à la faculté des lettres. Elle concerne les déclarations de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education, Beullac, au sujet de l'enseignement des langues vivantes.

« Voici la dernière du ministère de l'Education... cette fois-ci, c'est Pelletier, secrétaire d'Etat auprès de Beullac, qui annonce la couleur...

Voici ce qu'il nous réserve...

– Suppression de la deuxième langue vivante en 4e et 3e. Celle-ci ne sera commencée qu'en seconde, c'est-à-dire par beaucoup moins d'élèves, compte tenu de la forte sélection à l'issue de la 3e.

– Suppression de la troisième langue vivante étudiée par quelques 30 000 élèves.

— Pour resserrer l'éventail du choix des langues, le seuil à atteindre pour ouvrir une classe sera de quinze élèves

–Ce n'est pas tout ! Un collège accueillant moins de six cents élèves ne pourra proposer que deux langues.

Parallèlement, l'enseignement des langues sera développé au niveau de la formation continue pour les techniciens supérieurs notamment.

Compte tenu des habitudes, tout cela va entrainer une hégémonie complète ou presque de l'anglais, langue qui se taille déjà la part du lion parmi les premières langues : anglais, 81 %, allemand, 15 %, espagnol, 2,5 %.

Tout cela va entrainer aussi des suppressions de postes, c'est d'ailleurs fait pour cela, c'est une nouvelle mesure de rentabilisation...

Bien sûr, notre Pelletier n'a pas présenté la chose de cette façon ! Il a parlé d'efforts portés sur la première langue. Nous prendrait-il pour des imbéciles ?

*Depuis le temps que la clique qui nous dirige est au pouvoir, cette dernière s'en apercevrait bien tard ! D'autre part, la mauvaise qualité de l'enseignement des langues provient plus de méthodes antiques, de manque de moyen matériel que d'une trop grande variété * dans le choix des langues.*

*L'offensive du gouvernement Giscard, Barre, Beullac (and co **) augmente d'un cran chaque jour, que ce soit dans la sidérurgie, l'électronique, l'éducation... On rentabilise, on licencie... Seul secteur en expansion, la répression.*

Cette nouvelle mesure ne doit pas passer !

* Eh oui, Beullac, on sait un peu parler angais !

** Variété bien relative d'ailleurs.

Qui a tué Mohamed Mezi et pourquoi est-il mort ?

SOUS ce titre, la section CFDT de Bendix (usine de Drancy) a édité une plaquette pour appuyer l'action engagée contre la direction de cette usine du trust DBA, suite à un accident du travail qui a coûté la vie de Mohamed Mezzi (jeune travailleur algérien), le 28 juin 1976.

C'est le 15 mai dernier que cinq cadres de l'usine répondaient de cette mort devant le tribunal correctionnel de Bobigny. La justice, on le voit, est lente parfois. Mais trop rapide encore au gré de certain : le procès a été reporté en septembre prochain !

Voici quelques extraits de cette plaquette qu'on peut se procurer auprès du syndicat CFDT des métaux du 93-Nord. 26, Avenue Gabriel Péri. 93120 La Courneuve.

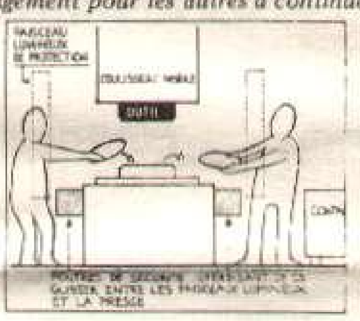
Contrairement à certaines idées reçues, la cause principale des accidents du travail n'est ni la fatalité, ni la défaillance humaine à la base, c'est l'organisation même du travail telle qu'elle est conçue et mise en œuvre au plus haut niveau : organisation toute entière orientée vers la rentabilité et le profit et où la santé et la sécurité des travailleurs ne trouvent plus aucune place.

Certains veulent être optimistes en pensant que les progrès de la technique entraineront automatiquement une amélioration de la sécurité des travailleurs. Rien n'est moins sûr : la presse qui a tué Mohamed Mazzi était de conception moderne.

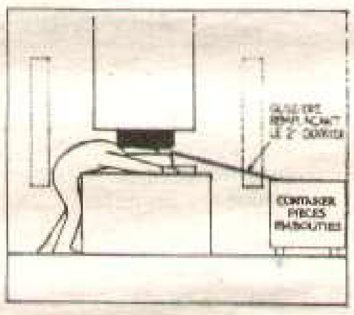
Le cas de Bendix nous force malheureusement à constater que l'évolution se fait dans le mauvais sens. Au fur et à mesure que l'entreprise s'est trouvée engagée dans la logique d'une grande société multinationale, les conditions de sécurité s'y dégradaient.

Dans la logique de l'entreprise, la mort de Mohamed Mezzi était envisagée et acceptée d'avance, un simple fait divers qui ne devait pas troubler la marche de l'entreprise. Et effectivement, après l'accident, le directeur a continué comme avant.

Aujourd'hui, au nom des travailleurs de la métallurige nous accusons. Le chef d'une grosse entreprise se trouve à la barre des accusés. Nous contenterons-nous d'une condamnation de principe qui serait en fait un encouragement pour les autres à continuer !



[illegible]



[illegible]

ROUBAIX

Le mouvement de grève de la Lainière se durcit

Roubaix, correspondant

LES travailleurs de la Lainière ont décidé d'élargir à tous les ateliers la grève poursuivie pratiquement à 100 % par l'atelier « filature anglaise », depuis lundi après-midi. Lheureux, le directeur, a été obligé de recevoir une délégation massive (200 ouvriers), pour entendre leurs revendications qui portent essentiellement sur les conditions de travail, cadences de production.

L'équipe de nuit a décidé d'installer un piquet de grève le matin du 17 pour renforcer le mouvement.

Auparavant, une manifestation avait été organisée dans l'usine même par les syndicats pour mettre en grève, pour expliquer les raisons de la grève et permettre ainsi la généralisation à l'ensemble des ateliers.

Par ailleurs, la cellule Mao Zedong a distribué à la presse locale un communiqué dans lequel elle déclare « *soutenir sans réserve la lutte engagée, dans la mesure de ses moyens, tout faire pour favoriser la victoire des travailleurs, notamment, elle rappelle que c'est l'unité des ouvriers qui les rend forts et leur permettra de gagner* ».

GRENOBLE

La justice protège un policier raciste

MADAME Machat est brésilienne, noire et mariée à un Français. Elle est en France depuis deux ans. Jamais, dit-elle, elle n'a eu à subir de vexations racistes. Du moins, jusqu'à un après-midi du mois d'avril.

Ce jour-là, elle était avec ses deux petites-filles dans un parc de Grenoble, elle, assise sur un banc, ses filles sur un autre banc. Arrive un groupe de Français ; une femme de ce groupe s'approche du banc où sont ses filles et jette celles-ci à terre. La mère proteste. La femme répond par l'injure en disant que si elle n'était pas contente, elle n'avait qu'à retourner dans son pays.

Le mari de la femme raciste commence à frapper Madame Machat qui, ensanglantée, va chercher du secours auprès d'un agent de police. Celui-ci prétend que ce n'est pas du sang qu'elle a sur les mains mais du rouge à lèvres. Elle porte plainte au commissariat. Là, le flic de garde lui demande si c'est un Arabe ou un Noir qui l'a agressée.

Elle fait faire un certificat médical pour prouver qu'elle a été frappée. Après avoir essayé de noyer le poisson, la police finit par retrouver les agresseurs. Le parquet est saisi. Quelques jours plus tard, il informe qu'aucune suite ne sera donnée à cette affaire dont le fin mot a fini par être connu. L'agresseur de Madame Machat est un policier en civil. Le MRAP a décidé de se porter partie civile.

Brutalités policières à Tourcoing contre un immigré

Tourcoing, correspondant

CE 4 mai, dans un café de Tourcoing, il est tard ; des immigrés font une belote. Tout d'un coup, trois flics font irruption, révolver au poing ; contrôle d'identité.

Ali, marié, trois enfants, accepte de montrer ses papiers, mais dehors ; ils sortent. Ils vont au poste. Il proteste contre cette « atteinte à la liberté ». Les flics, dans la voiture, le bousculent, l'injurient.

Passage à l'hôpital pour « prise de sang », l'interne de service refuse de se prêter à cette comédie. Retour au poste. Ali est passé à tabac, arrosé d'eau. Il passe la nuit comme ça. « *T'as d'la chance de pas finir au canal* » lui dit l'un de la dizaine de flics qui s'occupent de lui. Le lendemain matin, ils le libèrent. Il lui ont déchiré la doublure de sa veste « *pour y chercher des armes* », d'après eux !

Nous avons rencontré Ali. Il nous a dit sa honte devant de tels faits, qu'ils puissent se produire dans notre pays ; il nous a dit combien le racisme est un poison et combien il est nécessaire de se battre pour permettre que les travailleurs des diverses nationalités puissent se connaitre, se comprendre.

Dénoncer de tels faits, les porter à la connaissance des gens, sur la place publique, c'est rompre l'isolement de ceux qui sont battus, humiliés, c'est un moyen efficace pour lutter contre le racisme qui se développe dans l'ombre, c'est permettre que se renforce l'unité du peuple, l'unité de tous ceux qui ont à souffrir du système en place, de ses valets et de ses barbouzes.

BLOC-NOTES

Pour la première fois sur les écrans.
LES LOIS DE L'HOS. ITALITÉ

Film documentaire, long métrage, en couleur.

Réalisé pour la commission culturelle du Comité de coordination des foyers Sonacotra.

Lyon Cinéma Familia - 262 rue Duguesclin - 3e.

Tous les jours du mercredi 16 au 29 mai (dans le cadre du festival des travailleurs immigrés).

En hexagonal à Blanc-Mesnil (93150)
FESTIVAL DES MUSIQUES RÉGIONALES
Les 19 et 20 mai à partir de 14 heures.

Depuis le 12 mai, *Kondo-Rã* et le centre culturel de Blanc-Mesnil (93) présentent, sur le thème des cultures et vies régionales, une série de manifestations intitulées « *En Hexagonal* ».

Le week-end dernier la place était donnée aux expositions (« *Longwy... c'est la sidérurgie* »), projections de films, rencontres-débats (presse régionale, presse parallèle), théâtre (« *La Fille occitania* » par le théâtre de la Carriéra).

Cette fois, samedi 19 et dimanche 20, c'est un festival des musiques régionales qui se déroulera, sous chapiteau, place de la Libération.

Programme très riche où l'on trouve notamment Roger Siffer, Gilles Servat, Canta u populu corsu, Djurdjura, etc.

Programme complet :

Samedi 19 : Roger Siffer, Errobi, Djurdjura (groupe de femmes algériennes), Canta u populu corsu, Gilles Servat, François Brumbt, Osvaldo Rodriguez (Chili), Le Klown Kompanie, Kenvreuriezh, Ar Viniourion, Nass El Ghiwane (Maroc), Benito Merlino (Italie).

Dimanche 20 : Jean Poinsignon et Sable Chaud, Pierre Dieghi, Folk de la Rue des dentelles, Mélaine Favennec, Nové Tamisier, Francis Lemarque, Fernando Marques (Portugal), Pierre Haralambon, Maripol, Sonnerien Du, Gilbert Lafaille.

Prix des place : 30 F

Accès aux festival : SNCF, gare du Nord, station Blanc-Mesnil (Drancy, Bus : 148, arrêt Rond-point de la division Leclerc).

Pierre VALSA

ASSOCIATIONS DES AMITIES FRANCO-CHINOISES

19 mai – Montrouge

Au patronage laïc de 14 à 19 heures : stand du comité local, dans le cadre de la fête des associations.

14 au 26 mai – Les Ulis

Au centre Jacques Prévert, place du Berry (face à la mairie) exposition de photos : « *La vie quotidienne en Chine* ».

BORDEAUX
Festival des travailleurs immigrés

Les 18, 19 et 20 mai, temple des Chartrons, rue Notre-Dame.

Forums, théâtre, chants de Turquie, du Maghreb, des Comores, du Chili, etc.

Le 18 à partir de 20 heures, les 19 et 20 à partir de 15 heures.

GARGES (région parisienne)
Les résidents vous ouvrent les portes

A la demande de la Sonacotra, le tribunal de grande instance de Pontoise a condamné les 308 résidents à l'expulsion et à la fermeture du foyer à partir du 1er mai 1979. Les résidents vous ouvrent les portes les 19 et 20 mai au foyer de Garges, 7 rue des prieuses.

Au programme : samedi 19 et dimanche 20, 24 h sur 24 : musique et chansons, visite des chambre, théâtre, danses folkloriques, film et montage dipositives, intervention et débat à partir de 16 heures.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs réglements le plus vite possible.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'*Humanité rouge*, boite postale 201 – 75926 Parix cedex 19

NOM. . . . . Prénom. . . . .
Profession . . . .
Adresse complète . . . .

A NOTER NOTRE CHANGEMENT D'ADRESSE

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 – 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : Andre Drufsne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

l'humanité rouge — DOSSIER

L'unité européenne favorable à la paix

LE renforcement de l'unification européenne est un objectif qui sert en tous points les desseins des monopoles. Il n'en comporte pas moins des effets qui se révèlent positifs du point de vue des travailleurs et des peuples européens eux-mêmes. Paradoxe ? Non, si c'est toute la situation internationale que l'on prend en compte. Non, si l'on renonce à borner sa vision aux frontières de l'hexagone et des pays adjacents.

Objet des convoitises concurrentes des deux superpuissances, le « *morceau de viande alléchant* » européen sera d'autant plus dur à avaler que son unité sera plus avancée. L'expérience de l'Europe des six puis des neuf a déjà fourni la preuve que l'unification constitutait un frein non négligeable à la domination politique et économique des États-Unis. Qu'on se souvienne seulement du temps où ceux-ci pouvaient se conduire dans l'Europe divisée et affaiblie de l'après-guerre comme en terrain conquis.

Bien entendu, les États-Unis n'ont pas renoncé à jouer un rôle dominant en Europe. Ce serait naiveté de croire qu'ils puissent lâcher de bon gré un morceau aussi juteux. Une Europe qui reste un des aliments de leur puissance. Simplement, il n'y a pas qu'un larron pour vouloir piller la maison.

Pourquoi pas nous ! Voilà ce que se disent ceux qui font la loi en URSS et ils ne se contentent pas d'y penser. Aujourd'hui, le siège du plus grand danger pour l'indépendance et la paix en Europe se trouve à Moscou. On ne demandera pas aux propagandistes du Kremlin de souscrire à ce point de vue.

Non plus à ceux qui, en retard d'une guerre, s'obstinent à présenter l'URSS comme la principale force de paix dans le monde. Les faits, eux, parlent avec suffisamment d'éloquence.

L'URSS met en place un dispositif maritime lui permettant de couper (le moment venu) les liaisons entre l'Europe et les États-Unis (et on peut bien le déplorer mais la défense européenne demeure dépendante de cela). Elle renforce de manière continue le caractère intégré des forces du Pacte de Varsovie et la standardisation de ses armements dont le volume ne cesse de gonfler.

Elle crée, à travers ses interventions directes et indirectes (voyez les Cubains par exemple) en Afrique ou dans le golfe Persique, les conditions d'un blocus énergétique de l'Europe.

Et quelle est l'attitude de l'URSS à l'égard de l'unification européenne ? Étonnez-vous. Elle condamne et pourfend tout ce qui va dans le sens d'un renforcement des capacités de défense (par exemple les tentatives de standardisation des armements).

Elle dénonce (manque pas d'aplomb) l'accroissement des pouvoirs de la communauté comme menaçant pour l'indépendance nationale des pays européens.

Politique pas innocente qui se réjouit des faiblesses et des divisions. Autant de brèches par lesquelles peut s'avancer l'hégémonie. Procès d'intention ? Rappelez-vous comme l'URSS essayait de placer ses pions lors du conflit opposant la Grèce et la Turquie à propos de Chypre. Rappelez-vous ses tentatives d'il y a quatre ans pour transformer le Portugal en protégé. Rappelez-vous les violations constantes de souveraineté auxquelles est soumise la Norvège – ses fjords étant un lieu privilégié de tourisme pour les sous-marins soviétiques.

Une Europe – capitaliste – plus unie n'offre, bien sûr, aucune sorte de garantie définitive face à la menace soviétique (à cet égard l'unité des peuples est la plus solide et l'indispensable garantie). Mais qu'elle puisse y faire tant soit peu obstacle, voilà ce qu'on aurait tort de négliger.

Pierre MARCEAU

A l'est de l'Europe, juste après la RFA, qu'est-ce qu'il y a ? 65 divisions blindées et mécanisées. 20 500 chars, 945 000 hommes de troupe. Une panoplie de 11 300 avions militaires, 920 rampes de lancement de missiles et 3 500 têtes nucléaires. C'est-à-dire les forces du Pacte de Varsovie (flotte exceptée). Le tout consacrant une nette supériorité sur les forces de l'OTAN en Europe.

La *Pravda* et l'Europe

— Sous le titre « *Pour une politique indépendante* », la *Pravda* se félicitait le 16 janvier 1979, non seulement des positions adoptées par le PCF sur l'Europe, mais encore de la « *coïncidence des points de vue pour la première fois depuis plusieurs années* » entre le PCF et le RPR

Cette convergence concerne avant tout la « *défense de la souveraineté nationale* », le refus de l'intégration supranationale, l'opposition « *à certains milieux de l'OTAN* », qui veulent transformer le gouvernement européen en un instrument de pression sur la politique étrangère indépendante de la France.

La *Pravda* rappelle que ce n'est pas la première fois que le PCF et les gaullistes défendent ensemble l'indépendance nationale.

Après avoir noté que les proches de Giscard sont depuis longtemps partisans d'une « *intégration poussée* », d'une coordination des politiques étrangères des pays de la CEE et d'une politique militaire commune. Au total Moscou soutient tout ce qui combat un renforcement de l'Europe et combat tout ce qui soutient ce renforcement. Dans quel but ?

En retard d'une guerre

LES dirigeants du PCF sont en retard d'une guerre. L'URSS dont les activités impérialistes s'étalent au grand jour est qualifiée par eux de lieu où se « *développe le socialisme, dans la lutte pour la paix, le désarmement, la coexistence pacifique pour le respect du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » (résolution du 23e congrès).

Dans le même temps, la RFA est présentée par eux non plus seulement comme le pays qui tire les ficelles de l'Europe et rabaisse les autres capitales au rang de « banlieue de Bonn ». Voilà que la RFA est décrite comme un foudre de guerre nous menaçant. Et à les suivre, Schmidt ne serait rien moins que la réincarnation d'Hitler.

La RFA est accusée de vouloir devenir le « Führer » de l'Europe (Würmser dans *L'Humanité* du 17 mai 1979). Voilà le travail. Faire comme si l'on était en 1939 pour mieux dissimuler qu'on est en 1979 et que c'est l'URSS et non plus l'Allemagne qui menace la paix.

Qui a déjà la haute main sur la moitié est de l'Europe ? Qui déploie en Europe aux frontières d'une RFA militairement démunie un arsenal militaire jamais vu ?

Une doctrine militaire pacifique ?

« La marine soviétique est devenue, dans toute l'acception du mot, une force armée offensive à longue portée... capable d'exercer une influence décisive au cours d'un conflit armé sur des théâtres d'opération militaires étendus... et de soutenir les intérêts maritimes de l'Etat en temps de paix » (...) « Couper les lignes de communication océaniques et les artères qui alimentent le potentiel militaire et économique de ces pays (les pays occidentaux) continue d'être une mission de notre marine de guerre ».
(1967 : Amiral Gorchkov, commandant en chef de la flotte soviétique).

« Les conceptions léninistes du rôle décisif de l'offensive dans un conflit armé se retrouvent dans la conception militaire soviétique, qui considère l'offensive comme le mode fondamental des actions armées des troupes » (Brochure soviétique : ***La pensée militaire soviétique : l'offensive).***

« La doctrine militaire soviétique est, par essence, offensive. » (Manuel de l'officier écrit par le général Sidorenko. Publié à Moscou).

«Résolus à bâtir l'avenir avec les Allemands dans une commune répudiation du nazisme»

LES dirigeants du PCF brandissent un épouvantail allemand dont la fonction est de détourner l'attention de la menace soviétique. Opération frauduleuse à dénoncer avec force. Est-ce à dire que le nazisme en Europe, et en Allemagne en particulier, est mort et enterré ? Non, il ne l'est pas. Il a toujours ses nostalgiques et ses partisans qu'on doit combattre sans rémission et à qui on ne doit pas permettre de relever la tête-hideuse.

Poursuivre sans relâche ce combat, c'est le sens de la déclaration faite le 21 avril à Strasbourg par « *L'Initiative internationale des résistants et victimes du nazisme et du fascisme* », lors d'une manifestation de 30 000 antifascistes et dont nous reproduisons ci-dessous des extraits.

IL y a trente-quatre ans, la coalition anti-hitlérienne et les mouvements nationaux de résistance libéraient l'Europe de la tyrannie fasciste et du fascisme.

Le monde horrifié faisait un tragique bilan.

Dès 1933, avec l'accession d'Hitler au pouvoir, avaient été créés les premiers camps de concentration où furent précipités d'abord les Allemands opposés à la dictature.

La guerre et la terreur nazies avaient coûté à l'humanité plus de 50 millions de morts, militaires et civils. (...)

Mais, aujourd'hui, les nazis et leurs émules, bénéficiant de complaisances coupables, développent en certains pays une propagande active. Ils falsifient l'histoire, parlent du « mensonge d'Auschwitz », et nient le génocide des juifs, des tziganes, des slaves... Ils multiplient les attentats terroristes contre les sièges d'associations et les personnes, les cimetières juifs et les synagogues, les monuments à la mémoire des victimes. Ils prônent un « nouvel ordre européen » d'inspiration hitlérienne. Ils ont déjà leurs formations paramilitaires.

Si la prescription des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité devait intervenir comme prévu en République fédérale allemande le 31 décembre 1979, elle prendrait la signification d'une réhabilitation du national-socialisme, elle encouragerait les anciens et les néo-nazis à développer leurs activités qui constituent un outrage à la mémoire des millions de victimes et à leurs familles, elle favoriserait de nouvelles agressions contre l'indépendance des peuples et leurs libertés.

Nous, résistants et victimes du nazisme de toutes origines et de toutes opinions, venus de dix-huit pays et rassemblés ce 21 avril 1979 à Strasbourg, au nom des sacrifices consentis par l'humanité, résolus à bâtir l'avenir avec les Allemands dans une commune répudiation du nazisme, nous exigeons :

— Que soit reconnue partout et appliquée, notamment en République fédérale d'Allemagne, conformément aux décisions de l'ONU, l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ;

— Que les associations d'anciens S.S. soient dissoutes ;

— Que, partout, les propagandes nazies et de haine raciale soient activement combattues et interdites.

Nous nous adressons solennellement à l'opinion publique et aux responsables des destinées de nos pays :

Il faut extirper le mal avant qu'il ne soit trop tard.

Nous voulons pour nos nations, un avenir de paix dans la coopération et le respect de leur souveraineté et de leur indépendance. Nous voulons un avenir sans fascisme, dans la liberté et le respect de la dignité de chacun.

Initiative internationale des résistants et victimes du nazisme et du fascisme.

Strasbourg
le 21 avril 1979